

Mi-figue, mi-raisin

Avis mitigé de la Chambre de Commerce sur le paquet budgétaire 2015

LUXEMBOURG

J

Des avancées d'un côté, des problèmes non-résolus de l'autre: la Chambre de Commerce a dressé un bilan mitigé du paquet budgétaire soumis le 15 octobre dernier par le gouvernement. Dans la catégorie des bons efforts, le directeur de la Chambre de Commerce, Carlo Thelen, range entre autres l'important «toiletage» des documents budgétaires et surtout la ferme volonté du gouvernement d'atteindre l'objectif d'un surplus structurel des administrations publiques de 0,5% du PIB, un objectif qui s'appuie sur un arsenal de 258 mesures. La Chambre professionnelle salue par ailleurs le maintien d'un important effort d'investissements publics et la mise en place d'un fonds souverain. Ce dernier est réclamé depuis maintes années par la Chambre de Commerce.

Mais celle-ci adresse aussi une série de mises en garde au gouvernement. Ainsi, le budget, qui ne serait pas encore «orienté performances» comme annoncé, reposerait sur des projections conjoncturelles dépassées. Le projet de budget part ainsi d'une croissance de 2,7% du PIB luxembourgeois pour 2015 et d'une croissance supérieure encore pour les années ultérieures. Or, la Commission européenne se montre plus pessimiste et table sur 2,4% pour l'année à venir et sur 2,9% pour 2016. Le Statec vient lui aussi de revoir à la baisse ses prévisions pour 2015 de 3,3% en mai à 2,2% en novembre.

Des économies supplémentaires de 563 millions d'euros

Il y ajouterait le fait que la consolidation, appelée «trajectoire d'assainissement» dans le jargon bruxellois, reposerait sur une croissance supposée plus faible des dépenses de l'Administration centrale et de la sécurité sociale sur la période 2014 à 2018 par rapport aux évolutions passées. Une telle modération des dépenses, qui serait nécessaire et donc à saluer, présupposerait toutefois un strict encadrement de la dynamique de certaines dépenses durant cette période,

tout comme elle nécessiterait l'adoption de mesures structurelles sur le versant des dépenses au-delà du «Paquet d'avenir». Par ailleurs, l'objectif budgétaire à moyen terme retenu par le Gouvernement semble trop modeste aux yeux de la Chambre de Commerce, à la lu-



Le directeur de la Chambre de Commerce, Carlo Thelen, met en garde contre des prévisions de croissance du PIB trop optimistes

Photo: Didier Sylve

mière en particulier des coûts futurs du vieillissement - il faudrait ainsi tenter d'atteindre un surplus de 1,3% du PIB pour l'administration publique. «En outre, les mesures de consolidation reposent excessivement sur un nouveau tour de vis fiscal, notamment la TVA et le prélèvement «d'avenir». Enfin, pour devenir pleinement efficace, le fonds souverain intergénérationnel devrait bénéficier de transferts bien plus généreux que les 50 millions euros par an actuellement envisagés», rajoute la Chambre qui voit un potentiel supplémentaire d'économies d'au moins 563 millions d'euros d'ici 2018. Parmi les mesures recommandées figurent entre autres la suppression du forfait d'éducation («Mammerent») et de l'allocation de fin d'année aux pensionnés (139 millions d'euros de dépenses en moins), le freinage du recrutement dans l'administration centrale (139 millions d'euros) et le triplement de l'impôt foncier (64 millions d'euros de recettes en plus).

«Le fonds souverain devrait bénéficier de transferts bien plus généreux»